

Intervention assemblée générale du 29 février 2012

Chers camarades,

Le 29 février 2012, ensemble, en convergence avec les syndicats et les salariés européens nous agissons pour dire **non à l'austérité**.

En France, le Président de la République a annoncé deux mesures qui, à nouveau, vont frapper durement les salariés, actifs, retraités et privés d'emploi.

- Après la réforme des retraites de 2010 et les deux plans d'austérité de 2011, ce troisième plan d'austérité aggrave la situation. Il s'accompagne entre autre mesures d'une augmentation de la TVA, l'impôt le plus inégalitaire, diminuant encore le pouvoir d'achat pour le plus grand nombre de salariés. De fait notre système de protection sociale serait ainsi une nouvelle fois fragilisé.
- Il entend aussi instaurer des accords « compétitivité emploi » légalisant ainsi le chantage des employeurs « **emploi contre salaires et temps de travail** ». Ces accords ouvrent la voie à la remise en cause d'un pilier essentiel du droit social français et du contrat de travail.
- Plus globalement, âge de départ à la retraite, durée légale du travail, conventions collectives, procédures de licenciement, salaire minimum, droit de grève service public et protection sociale... tout devrait passer à la moulinette de la « compétitivité ».
- Une vaste campagne de culpabilisation se développe. Partout, les salariés s'entendent dire qu'ils coûtent trop cher. Nous, cheminots de la SNCF, sommes directement touchés par ces attaques, notamment en ce qui concerne l'avenir de notre entreprise publique SNCF et notre statut.
- La volonté du gouvernement et de la direction de la SNCF de casser le service public ferroviaire en favorisant l'ouverture complète à la concurrence du mode ferroviaire, impacte tous les jours nos conditions de vie et de travail, nos emplois, nos salaires et nos conditions sociales. Je vous invite à jeter un coup d'œil sur le blog du syndicat ou vous retrouverez le programme des réjouissances dans les préconisations des assises du ferroviaire et les contre-propositions de la cgt. Pour ceux qui n'ont pu assister au débat organisé sur ce thème ici même il y a quelques jours.

J'entends souvent dire, encore une grève sur les éternels sujets de l'emploi, des salaires et pensions et les conditions de travail.

J'entends souvent dire, de toute façon on ne peut rien y faire, c'est la crise ou pire encore : attendons les élections.....

J'entends aussi que certains trouvent leur porte de sortie et jouent l'évitement en argumentant sur l'aspect des contreparties financières en se délectant à l'avance d'un accord sur l'intéressement , en se félicitant de la distribution de dividendes ou en prônant les tickets restaurants ou les chèques restaurant pour ceux qui ont encore les moyens de se les financer.

Ce sont d'ailleurs les mêmes qui aujourd'hui sont au boulot ou agitent de loin un drapeau dans les rassemblements sans être en grève et assurent les cheminots qu'ils seront là pour défendre leur acquis sociaux.

Je peux vous assurer que les absents du 29 février seront encore aux abonnés absents pour demain. **Il est vrai que tout s'achète !**

A la CGT nous ne sommes pas à vendre et on ne lâchera rien !

La feuille de route de Guillaume Péppy dictée par l'Elysée depuis 2007, consiste à affaiblir le ferroviaire en France, en liquidant le service public, en transformant l'EPIC SNCF en un groupe privé. Le président de la SNCF n'a de cesse de mettre en œuvre une stratégie destructrice. **Les cheminots disent STOP !!**

Il restructure et réorganise la SNCF en activités (SNCF-voyages, SNCF-proximités, SNCF-infra, Fret SNCF, gares et connexions, domaines traction et matériel) cloisonnées et étanches qui fragilisent son fonctionnement et isolent les cheminots entre eux. **Les cheminots disent STOP !!**

Il met en place des méthodes managériales issues du privé, développe l'individualisme, le management aux résultats financiers, qui accentue les pressions sur les agents. **Les cheminots disent STOP !!**

Il impose une politique salariale d'austérité dans l'entreprise avec des accords salariaux au rabais (le dernier accord signé en 2011 par UNSA et CFDT (+0,9% d'augmentation) a fait perdre 1,6% de pouvoir d'achat aux cheminots). Il transforme petit à petit le salaire et le déroulement de carrière en système de rémunération non pérenne, soumis à des objectifs individuels ou collectifs. Nous sommes loin des salaires du Comex qui sont passés de 4 millions en 2010 à 4,8 millions en 2011 ! un hasard sûrement cette annonce des 400 euros bruts obtenu a n'en pas douter par une lutte acharnée des partenaires privilégiés de la direction et le tout à la veille d'une action de grève ! **Les cheminots disent STOP !!**

Il casse le Fret ferroviaire au profit de la route avec le gâchis humain qui l'accompagne. **Les cheminots disent STOP !!**

La CGT revendique :

- Le retour à une entreprise intégrée dans laquelle l'EPIC et non le groupe joue un rôle central permettant une mutualisation des moyens et une synergie entre les activités ;
- L'arrêt du management agressif dans les établissements ;
- L'ouverture immédiate de négociations salariales qui permettent des augmentations générales des salaires conséquentes (pérennes et liquidables), pour faire face à l'explosion du coût de la vie
- Le développement de Fret SNCF par la mise en place d'une politique de volume, le retour de la technique du wagon isolé et la maintenance et l'optimisation des installations existantes

Pour la CGT, c'est au caractère intégré des entreprises publiques que l'on doit l'existence de statuts forts pour les salariés. Service public et conditions sociales élevées sont deux notions essentielles et indissociables pour répondre aux besoins des usagers et de la nation. Toutes attaques contre le statut et les droits des salariés fragilisent le service public, l'entreprise publique, l'emploi et les droits sociaux de toute la population.

La bataille pour le service public est interdépendante de celle pour l'amélioration des conditions sociales des cheminots.